

Curriculum vitae



IDENTITE

Nom : Icard
Prénom : Julien
Mail : julien.icard@u-paris2.fr

FORMATION

2013 : Agrégation de droit privé et de sciences criminelles
2012 : Maître de Conférences – Université Paris 1
2012 : Qualification aux fonctions de Maître de Conférences (Section 01)
2011 : Doctorat en droit privé : Thèse sous la direction de Monsieur le Professeur Grégoire Loiseau (Mention très honorable et félicitations du jury)
Analyse économique et droit du travail – Université Paris 1
2006 : Master 2 R Droit patrimonial approfondi – Université Paris 1
2005 : Agrégation d'Economie-Gestion, option A
2002 : Admission à l'ENS Cachan, département Droit-Economie-Gestion

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

Depuis sept. 2020 : Professeur des Universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas
D'octobre 2019 à août 2020 : Membre des conseils COR et CAC de l'Université polytechnique Hauts-de-France (ex : Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis)
De mars 2016 à octobre 2019 : Membre des conseils COFVU et CAC de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
De novembre 2015 à décembre 2019 : Directeur adjoint du Laboratoire de recherche Institut du Développement et de la Prospective
D'octobre 2015 à décembre 2019 : Directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires
De septembre 2014 à août 2020 : Président de la Commission de recrutement de la Faculté de droit
D'octobre 2013 à août 2020 : Membre du CA de la Faculté de droit de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
Depuis septembre 2013 : Professeur des Universités, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (devenue Université polytechnique Hauts-de-France)

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

L1 Droit : Introduction au droit privé
L3 Droit : Droit des sociétés
L3 Droit : Droit des relations individuelles de travail
L3 Droit : Droit des relations collectives de travail
M1 Droit des affaires : Droit social approfondi
M1 Droit social : Droit des relations collectives de travail
M1 Droit social : Droit social international et européen
M2 Justice, Procès et Procédures : Contentieux social
M2 Droit des affaires : Mobilité Internationale des travailleurs
M2 Droit social : Contrat de travail et emploi
M2 Juristes de droit social : Droit social international et européen
M2 Contrats d'affaires : droit social des restructurations

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

OUVRAGES COLLECTIFS

- "Circulation et détachement des travailleurs dans l'espace de l'Union européenne", "Le statut protecteur" et "Les conflits collectifs" in A. Fabre, F. Rosa et J. Icard, *Cours de droit social*, 2^{de} éd., coll. CRFPA, éd. IEJ Jean Domat, 2020
- "Le préjudice nécessaire en droit du travail" in A. Mazouz, E. Gardounis, A. Dumery, *Les évolutions contemporaines du préjudice*, L'Harmattan, coll. Droit, Société et Risque, 2019, p. 227-247.
- "Circulation et détachement des travailleurs dans l'espace de l'Union européenne", "Le statut protecteur" et "Les conflits collectifs" in A. Fabre, F. Rosa et J. Icard, *Cours de droit social*, coll. CRFPA, éd. IEJ Jean Domat, 2019.
- "Le non-renvoi des QPC en droit du travail, in N. Droin et A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut universitaire Varenne-LGDJ, Collection « Colloques et essais » 2018
- "Alerte éthique dans la relation de travail" in M. Disant et D. Pollet-Panoussis (dir.), *Les lanceurs d'alerte*, LGDJ, 2017, p. 153-176

ARTICLES

- "Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire", *Dr. soc.* 2020, 602
- "Le transfert individuel du contrat de travail", *JSL*, n°500, 19 juin 2020
- "Le reflux désordonné du préjudice nécessaire. Brefs propos sur la sanctuarisation circonscrite d'une présomption de préjudice", *RDC* 2019/4, p. 98
- "La conventionnalisation des règles relatives aux contrats précaires", *Bull. Joll. Trav.* déc. 2019, p. 55
- "Le revenu universel, une alternative au contrat de travail ?", *Dr. ouv.* sept. 2019, n°854, p. 605 (avec Cl. Magord)
- "La prescription en droit du travail. Étude d'actualité des relations individuelles de travail ", *RJS* 5/2019, p. 331-344.
- "Le détachement des travailleurs, symbole des débats sur l'avenir de l'Union européenne", *D.* 2019, 546
- "La mise en jeu de la responsabilité civile dans le contexte d'une requalification d'une relation de travail temporaire", *RDC* 2018/4, p. 606.
- "La nouvelle temporalité du détachement", *Bull. Jol. Trav.*, nov. 2018, p. 211
- " De la requalification-sanction du contrat à durée déterminée ", *BICC* n°887, 15 sept. 2018, p. 32
- "L'incidence d'un transfert d'entreprise sur le comité social et économique", *Bull. Jol. Trav.*, sept. 2018, p. 75
- "La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales", *Dr. ouv.*, juillet 2018, n°840, p. 427
- "Négociation collective et petite entreprise", *Cab. soc.*, juillet 2018, p. 363
- "Les contours de la pré-justification conventionnelle du motif de licenciement", *Cab. soc.*, déc.2017, p. 598
- "Le maintien judiciaire du contrat précaire au-delà du terme convenu", *RJS* 7/2017, p. 515
- "L'alerte individuelle en droit du travail", *Dr. soc.* 2017, 545
- "Penser la mobilité juridique du salarié. Etude du transfert individuel du contrat de travail", *RDC* 2017/2, p. 327
- "La négociation collective d'entreprise après la loi Travail", *RJS* 05/2017, p. 362
- "Le juge et les modes conventionnels de règlement des litiges", *Dr. soc.* 2017, 33
- "Clauses de contentieux international du travail", *Cab. soc.* 2016, novembre, n°290, p. 576
- "Une lecture économique du projet de loi Travail", *JCP G* 2016, 455
- "L'incidence de la jurisprudence *Air France* dans le contentieux du harcèlement moral", *Cab. soc.* 2016, avril, n°284, p. 214
- "La notion de détachement après la directive 2014/67/UE", *RMCUE* 2016, 81
- "La réforme de la rupture du contrat de travail" (loi Macron), *Cab. soc.* 2015, octobre, n°278, p. 544
- "L'apostasie républicaine feutrée de la chambre sociale", *JCP G* 2015, 492
- "Requalification-sanction et prescription", *Cab. soc.* 2015, avril, n°273, p. 242
- "Propos hétérodoxes sur l'indemnité de licenciement", *JCP S* 2014, act. 393
- "Logique et surprises du cycle électoral", *Dr. soc.* 2014, 648.
- "Economie de la loi de sécurisation de l'emploi", *Cab. soc.* 2013, juillet, n°254, p. 280
- "Budgets du comité d'entreprise : le comptable et le légal", *Cab. soc.* 2013, avril, n°252, p. 186

NOTES DE JURISPRUDENCE

- Chroniques mensuelles (contrat de travail) pour la revue des *Cahiers sociaux* (avril 2013-août 2018) et pour le *Bulletin Joly Travail* depuis septembre 2018
- Chroniques trimestrielles (contrat de travail) pour la *Revue des contrats* depuis avril 2016
- Chroniques semestrielles (droit social des restructurations) pour la revue *Lexbase Social* depuis janvier 2020

- "Les effets du retrait d'un certificat de détachement pour l'entreprise utilisatrice de salariés détachés", *JCP S* 2020, 3118
- "L'ambiguïté du régime social des indemnités versées dans une transaction conclue post-rupture conventionnelle homologuée", *JCP S* 2020, 3110
- "Portée du certificat de détachement : hors sécurité sociale, le juge national n'est pas lié !", *D.* 2020, 1523
- "La prescription applicable à la requalification-sanction pour irrégularité du motif de recours ou de la succession de CDD", *SSL* n°1897, 2 mars 2020, p. 8
- "Avis relatifs au barème Macron : la stratégie du flou", *SSL* n°1871, 26 août 2019
- "L'extension de la théorie cycle électoral aux élections complémentaires consécutives à un transfert d'entreprise", *Lexbase éd. Social*, n°792, 25 juillet 2019.
- "La portée des clauses de renonciation insérées dans une transaction post-rupture du contrat de travail", *Lexbase éd. Social*, n°781, 25 avril 2019
- "L'incidence du transfert sans maintien de l'autonomie de l'entité sur le sort du patrimoine du comité dissous", *Lexbase éd. Social*, n°776, 21 mars 2019
- "Le barème d'indemnisation face au droit international : la promesse de l'Aube", *Bull. Joly Trav.* janv. 2019, p. 9
- "L'articulation loi et convention collective en matière d'"inventions" de salariés", *D.* 2018, p. 1523 (avec S. Dormont)
- "La protection juridique du salarié : de la catégorie travailliste aux critères civilistes", *RDC* 2017/4, p. 668
- "Le manquement du salarié à son obligation de sécurité ne réduit pas son droit à réparation", *RDC* 2016/3, p. 508
- "Que reste-t-il de la référence au compte 641 ?", *JCP S* 2016, 1315
- "Le clair-obscur de l'obligation de sécurité en matière de harcèlement", *D.* 2016, 1681 (avec Y. Pagnerre)
- "Pas de transfert d'entreprise en cas de scission d'activités", *JCP S* 2016, 1142
- "Les accords donnant-perdant", *Cab. soc.* 2016, février, n°282, p. 89
- "L'action en justice en vue de la réunion du CHSCT", *JCP S* 2016, 1028.
- "Compte 641 - De l'inconstance, et de quelques autres défauts jurisprudentiels", *Cab. soc.* 2015, septembre, n°277, p. 440
- "L'extension de la représentation des salariés transférés au sein de l'entreprise d'accueil", *Dr. soc.* 2015, 624
- "Les accords de prorogation ou de réduction des mandats électifs : de l'unanimité à la majorité", *JCP S* 2015, 1085
- "La résistance en demi-teinte des juges du fond au compte 641 "remanié" ", *Cab. soc.* 2014, déc., n°269, p. 697
- "Baby-Loup : L'entreprise et l'expression des convictions religieuses", *Cab. soc.* 2014, juillet/août, n°265, p. 397
- "Les soubresauts du compte 641", *Cab. soc.* 2014, juin, n°264, p. 365
- "De l'impuissance du droit social européen. A propos des règles de calcul des effectifs", *Dr. soc.* 2014, 408.
- "Travail de nuit, travail du dimanche : l'organisation du temps de travail au prisme de l'affaire Séphora", *Dr. ouv.* 2014, n°787, p. 139
- "Validité d'un pacte intergénérationnel stipulé dans les statuts d'un syndicat professionnel", *Cab. soc.* 2014, janv., n°259, p. 17
- "Communication syndicale par voie électronique : question de constitutionnalité", *JCP S* 2013, 1457
- "Modification du contrat de travail par accord collectif : les suites individuelles de l'affaire Sogerma", *Cab. soc.* 2013, avril, n°251, p. 113
- "Le transfert d'entreprise à l'épreuve de l'égalité de traitement", *RDT* 2012, 294
- "La diffusion d'informations syndicales par voie électronique", *JCP S* 2012, 1155
- "De la nullité à l'inopposabilité des clauses compromissaires stipulées dans un contrat de travail interne", *Cab. soc.* 2012, n°238, p. 35